

Mars 2014



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

VINGT-HUITIÈME SESSION

Tunis (Tunisie), 24-28 mars 2014

ACTIVITÉS PRIORITAIRES DE LA FAO EN AFRIQUE

Table des matières

- I. Introduction
- II. Suite donnée à la Conférence régionale de 2012, Réalisations et enseignements tirés
- III. Conjoncture, tendances et nouveaux enjeux : priorités révisées à moyen terme
- IV. Domaines de travail prioritaires pour 2014-15 et au-delà
- V. Orientations demandées
- VI. Annexes

Résumé

1. La FAO, via le Bureau régional pour l'Afrique, a participé pleinement à la mise en œuvre du Programme de travail et budget aligné sur les domaines d'action prioritaires convenus lors de la vingt-septième session de la Conférence régionale pour l'Afrique. Dans le cadre de partenariats, et en collaboration avec les gouvernements, le Bureau régional, appuyé par les départements techniques, a mené diverses interventions dans le domaine du développement agricole avec des actions visant à renforcer la production agricole, la gestion durable des ressources naturelles et l'accès aux marchés.
2. En 2012-2013, la FAO a contribué à l'adoption de bonnes pratiques agricoles (30 à 60 pour cent en Afrique australe) et amélioré la production alimentaire (par exemple, une augmentation de 73 pour cent de la production de riz en Afrique de l'Ouest). Le renforcement des capacités en matière de gestion des ressources naturelles a contribué à l'amélioration de la gouvernance, par exemple grâce à l'adoption de pratiques de gestion

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj777f

communautaire des forêts. Dans la région des Grands Lacs, la production globale axée sur les marchés a augmenté, et la production commercialisée sur les marchés locaux, nationaux et régionaux a enregistré une augmentation moyenne de 32 pour cent. L'application d'instruments d'analyse de la sécurité alimentaire (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et Cadre harmonisé) s'est répandue en Afrique, facilitant la prise de décisions étayées par des données probantes.

3. Cependant, de nombreux facteurs tels que l'accroissement de la population jeune, l'urbanisation, les changements climatiques, etc. continuent d'influer sur la transformation agricole et l'utilisation des ressources naturelles sur le continent. Les crises récurrentes et prolongées continuent d'engendrer une vaste réduction ou érosion des revenus des ménages et des actifs des ménages d'agriculteurs les plus pauvres, aggravant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.
4. La trente-huitième session de la Conférence de la FAO a approuvé le Cadre stratégique (2010-2019) comprenant cinq nouveaux objectifs stratégiques soutenus par un système de gestion axé sur les résultats à l'échelle de l'Organisation. Ces nouveaux objectifs stratégiques opèrent en synergie avec les priorités régionales et les cadres de programmation par pays en élaborant une approche à l'échelle de l'Organisation pour l'obtention de résultats dans la région.
5. Inspirées des enseignements tirés de la mise en œuvre d'initiatives régionales pilotes en 2013, trois initiatives régionales sur i) les liens entre la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et le partenariat renouvelé pour en finir avec la faim; ii) l'intensification améliorée et durable de la production; et iii) le renforcement de la résilience dans les zones arides d'Afrique sont proposées pour 2014-2015 et au-delà. Ces initiatives comprennent des activités du Cadre stratégique, des priorités régionales et des cadres de programmation par pays pour former un cadre cohérent.

ACTIVITÉS PRIORITAIRES DE LA FAO DANS LA RÉGION AFRIQUE

I. Introduction

1. En juin 2013, la trente-huitième session de la Conférence de la FAO a approuvé le Cadre stratégique révisé 2010-2019, ainsi que le Plan à moyen terme 2014-2017 et le Programme de travail et budget 2014-2015 (PMT/PTB) présentés par le Directeur général¹. Ce Cadre stratégique comprend la vision de la FAO, les objectifs mondiaux révisés, les cinq nouveaux objectifs stratégiques, ainsi qu'un sixième objectif sur la qualité technique, les connaissances et les services, et les thèmes transversaux que sont la parité hommes-femmes et la gouvernance (voir l'annexe 1 pour consulter les principales composantes du Cadre de résultats de la FAO). Le PMT/PTB définit le Cadre de résultats en termes de résultantes, de produits et d'indicateurs de réalisation mesurables. La Conférence de la FAO a rappelé que les cinq objectifs stratégiques représentaient les domaines de travail sur lesquels la FAO allait concentrer ses efforts pour apporter son appui aux États Membres, et s'est félicitée de leur nature transversale, qui allait permettre à l'Organisation de mieux travailler de manière multidisciplinaire et intégrée².
2. Les domaines d'action prioritaires de la FAO ont été établis compte tenu de trois volets stratégiques majeurs:
 - i) Le Cadre stratégique révisé de la FAO et le nouveau Plan à moyen terme, qui contiennent les éléments essentiels du Cadre de résultats de la FAO pour mettre en place une réponse dans les domaines d'action prioritaires dans la région.
 - ii) Les priorités régionales de la FAO en Afrique adoptées lors de la vingt-septième session de la Conférence régionale pour l'Afrique qui met en avant les besoins spécifiques de la région dans le cadre des objectifs stratégiques de la FAO.
 - iii) Les Cadres de programmation par pays de la FAO, qui contribuent à définir les priorités régionales et constituent un volet essentiel et dynamique du mécanisme d'exécution de l'Organisation.
3. En 2013, l'Organisation a mis en œuvre en Afrique une initiative de programmation régionale sur la réduction de la pauvreté rurale dans le nord du Ghana et une initiative régionale sur le renforcement de la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises dans le Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Ces mécanismes d'exécution sont destinés à mieux cibler ses travaux et à renforcer leur impact, en particulier au niveau des pays. Prenant en compte l'expérience pilote, d'autres initiatives régionales sont mises en place en vue d'obtenir des résultats en 2014-2015. Elles doivent répondre aux principaux problèmes de la région et des

¹ C 2013/7 et C 2013/3.

² C 2013/REP.

pays par la fourniture de biens et de services, aux niveaux régional et national, contribuant ainsi à la réalisation des produits prévus dans le PMT/PTB.

4. Le cadre stratégique de la FAO est fondé sur un nouveau cadre de suivi et d'évaluation de l'Organisation doté d'un ensemble distinct d'indicateurs pour trois niveaux de résultats interdépendants: les objectifs stratégiques, les résultantes et les produits de l'Organisation³. Ce cadre de suivi et d'évaluation renforcera l'établissement des rapports institutionnels à partir de l'exercice 2014-2015. Même si ce nouveau cadre de suivi et d'évaluation ne peut être directement appliqué dans l'examen des réalisations du présent exercice 2012-2013 dans ce document (voir la section II), il aidera à déterminer les priorités au sein des domaines d'activité de la FAO dans la région.
5. Le rapport s'articule en trois parties:
 - La section II souligne la façon dont les priorités et les points exigeant un suivi issus de la précédente Conférence régionale ont été abordés, portant à l'attention des Membres les principales réalisations et les éléments nécessitant un examen plus poussé. Elle tire également les enseignements de la mise en œuvre des initiatives régionales en 2013 et montre comment cette dernière influe sur les nouvelles méthodes de travail.
 - La section III analyse les derniers développements et les nouveaux défis, ainsi que les priorités nationales qui sont présentées dans les cadres de programmation par pays qui ont une influence sur les activités de la FAO dans la région.
 - La section IV présente les domaines sur lesquels la FAO a prévu de se concentrer dans la région en 2014-2015 (et les perspectives pour la période 2016-2017) et leur situation dans le Cadre de résultats de la FAO. Elle conclut sur quelques questions à prendre en compte dans l'élaboration ultérieure du programme dans la région.

II. Suite donnée à la Conférence régionale de 2012, Réalisations et enseignements tirés

6. Lors de la vingt-septième Conférence régionale pour l'Afrique, quatre priorités régionales ont été adoptées pour l'exercice biennal 2013-2014: i) Augmenter la production et la productivité des cultures, de l'élevage et des pêches; ii) promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles; iii) soutenir l'accès aux marchés et les mesures sanitaires pour améliorer les échanges commerciaux; et iv) promouvoir la gestion des connaissances, l'information et le plaidoyer en Afrique.
7. Les participants à cette Conférence ont également mis en avant les besoins spécifiques de la région en matière d'assistance aux politiques visant à renforcer les capacités des pays, des communautés économiques régionales et des parties prenantes à traduire les cadres

³ CL 148/3 p. 10 – 14 Ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2014-15, paragraphes 40 à 70 et Annexe 5 Rev. 1 Cadre de résultats.

d'élaboration de politiques en mise en œuvre concrète des programmes. Ils ont aussi évoqué la conception de modèles permettant de relier les pactes et les plans d'investissement du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) aux mécanismes de financement. En outre, ils ont souligné à quel point il était important de combattre les disparités hommes-femmes dans les zones rurales, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et l'assistance technique pour l'élaboration de stratégies et de plans prenant en compte la parité hommes-femmes.

8. Les principales réalisations⁴ auxquelles la FAO a contribué dans la région pour la période 2012-2013 sont les suivantes:

Priorité 1: Augmenter la production et la productivité des cultures, de l'élevage et des pêches

9. L'intensification durable de l'agriculture conformément aux principes «Produire plus avec moins» a été encouragée. En Afrique de l'Ouest, le projet APRAO a permis d'augmenter la production de riz de 73 pour cent pour la production pluviale, tandis que l'Initiative eau et sécurité alimentaire en Afrique (IESA) au Mali a permis la culture de nouvelles variétés végétales. En Afrique australe, dans le cadre du programme d'agriculture de conservation, de bonnes pratiques agricoles ont été adoptées à un rythme de 30 à 60 pour cent par agriculteur cible, et les petits agriculteurs ont augmenté les rendements des cultures, en les multipliant par quatre dans certains cas. Au niveau des politiques, une stratégie d'agriculture de conservation en Afrique sub-saharienne a été élaborée et a permis de jeter les bases de l'élaboration de stratégies nationales dans ce domaine au Lesotho, au Malawi, au Swaziland et au Zimbabwe. La formulation de plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire établis au titre du PDDAA a reçu un appui, et dans 32 pays, des plans d'action ont été élaborés pour que la nutrition soit prise en compte dans ces plans sous la houlette du NEPAD.
10. Au Kenya, l'utilisation du stylo numérique a révolutionné la surveillance des maladies du bétail, ramenant le délai de signalement des maladies de plusieurs mois à quelques secondes. Dans 14 autres pays, les capacités des laboratoires vétérinaires ont été renforcées et leur aptitude à diagnostiquer les maladies du bétail telles que la rage, la peste des petits ruminants et la fièvre aphteuse a été améliorée. Une initiative pilote, menée en partenariat avec une compagnie d'assurance privée et visant à faire bénéficier les petits agriculteurs d'une assurance indexée sur la météorologie a donné de bons résultats au Zimbabwe. Les sécheresses et autres catastrophes naturelles ont été gérées pour éviter qu'elles se transforment en graves crises ou en situations d'urgence, plus particulièrement dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. De nombreux pays ont reçu de l'aide pour renforcer leurs systèmes de gestion des risques de catastrophe, améliorer et préserver les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, renforcer les capacités d'améliorer le niveau de préparation en cas de catastrophe, reproduire à une plus grande échelle et généraliser l'utilisation des bonnes

⁴ Pour une description détaillée, reportez-vous à l'annexe 4 «Rapport axé sur les résultats pour l'Afrique (2012-2013)»

pratiques ayant fait leurs preuves, programmer la résilience en fonction des filets de sécurité et restaurer les secteurs productifs.

Priorité 2: Promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles

11. Les connaissances en matière de pratiques de gouvernance pour une gestion durable des ressources naturelles se sont améliorées au cours de l'exercice biennal, grâce au renforcement des capacités des chefs de communautés et des fonctionnaires dans les secteurs de l'exploitation forestière et foncier de 19 pays d'Afrique subsaharienne. En collaboration avec le Secrétariat de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), un programme de renforcement des capacités a été élaboré dans dix pays membres de la COMIFAC en vue de concevoir et de mettre en œuvre des systèmes nationaux de suivi, d'établissement de rapports et de vérification qui ont contribué à la gestion durable des forêts. Des politiques et des stratégies régissant l'utilisation des produits forestiers non ligneux et les investissements forestiers ont été formulées. Grâce à l'adoption du «Plan de Convergence pour la gestion et l'utilisation durable des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest» de la CEDEAO, que la FAO a aidé à élaborer, la CEDEAO est désormais en meilleure position pour encourager la collaboration, l'harmonisation des politiques et la coordination en vue d'une gestion améliorée de ses ressources.

Priorité 3: Soutenir l'accès aux marchés et les mesures sanitaires pour améliorer les échanges commerciaux

12. La commercialisation du secteur agricole et la promotion du secteur agroalimentaire ont été facilitées par diverses initiatives, qui ont mis l'accent sur la création de modèles agro-industriels plus ouverts. L'aide apportée par la FAO à l'élaboration de politiques et de stratégies en matière de sécurité sanitaire, de développement de chaînes de valeur et de mesures phytosanitaires pour les échanges commerciaux a permis d'améliorer les politiques dans chaque pays. Les capacités des pays africains relatives aux systèmes de contrôle des aliments ont été renforcées, et leur participation effective au processus d'élaboration de normes du Codex Alimentarius a été améliorée. La FAO a également fourni des services consultatifs à l'Union africaine dont l'objectif est de mettre en place le premier Office africain de la sécurité alimentaire avant juillet 2014.
13. Les connaissances et les compétences des petits agriculteurs en matière de gestion des agro-industries, de manutention après récolte et d'ajout de valeur ont été perfectionnées. Dans la région des Grands Lacs, la production axée vers les marchés a augmenté, et la production commercialisée sur les marchés locaux, nationaux et régionaux a enregistré une augmentation moyenne de 32 pour cent. Une augmentation globale de 30 pour cent des revenus des ménages bénéficiaires ciblés a été constatée via un système moderne d'enregistrement des transactions mis en place pour les nouvelles coopératives qui passent de

l'informel aux activités formelles, mais également grâce à une analyse économique approfondie permettant de documenter les transactions, les revenus et la sécurité alimentaire.

Priorité 4: Promouvoir la gestion des connaissances, l'information et le plaidoyer en Afrique

14. La FAO a de plus en plus facilité la prise de décisions fondée sur des données probantes pour l'agriculture et la sécurité alimentaire; diverses activités de renforcement des capacités ont permis d'améliorer les connaissances et les compétences des responsables politiques afin qu'ils puissent utiliser de manière adéquate les données scientifiques et empiriques dans l'élaboration des politiques et des stratégies. Les agents de vulgarisation agricole ont également vu leurs compétences perfectionnées et les appliquent au transfert de connaissances scientifiques aux petits agriculteurs. L'application du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et du *Cadre harmonisé* s'est répandue dans toute l'Afrique, permettant aux responsables politiques d'effectuer une analyse rigoureuse de l'insécurité alimentaire et d'identifier les objectifs des interventions aussi bien en situation d'urgence que dans un contexte de développement.

Enseignements tirés des initiatives régionales sur la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience des moyens d'existence

15. En 2013, en Afrique, le Bureau régional de la FAO a mis en œuvre deux initiatives régionales liées à deux des nouveaux objectifs stratégiques 3 et 5.
16. L'initiative de programmation régionale sur la réduction de la pauvreté rurale menée dans le nord du Ghana s'inscrivait dans le cadre d'une approche intégrée s'efforçant de résoudre les nombreux problèmes de développement auxquels sont confrontés les pauvres en zone rurale, en utilisant la chaîne de valeur du manioc comme point d'entrée pour la mise en œuvre du programme. Les organismes publics et les organisations de producteurs et communautaires ont reçu un appui pour consolider les moyens d'existence ruraux: a) en renforçant les organisations rurales et en améliorant la mobilisation sociale; b) en développant l'accès à la technologie, aux marchés et aux infrastructure et services de base; c) en perfectionnant les compétences et en diversifiant les opportunités d'emploi rural (en particulier pour les jeunes et les femmes); et d) en renforçant les mécanismes de protection sociale. Au niveau des politiques, cette initiative visait à renforcer les capacités des organismes publics pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes de réduction de la pauvreté intégrés et équitables.
17. L'approche pluridisciplinaire de la mise en œuvre à laquelle ont participé diverses unités de la FAO et parties prenantes externes a permis une prise de conscience et suscité un dialogue sur la mise en œuvre. La création d'équipes au sein des unités d'exécution a facilité l'obtention d'un consensus. En outre, les activités de formation organisées avec ces équipes ont aidé à mettre les informations en commun et résoudre les problèmes. Par ailleurs, l'implication du Gouvernement ghanéen dès le début a permis d'obtenir de sa part une réelle participation au

projet. Le comité directeur de haut niveau et le groupe de coordonnateurs techniques (composés tous deux des principales parties prenantes comprenant les ministères, les organisations centrales, les donateurs et le secteur privé) constitués pour orienter les activités du projet ont amélioré la coordination avec d'autres initiatives publiques. L'élargissement de cette initiative est prévu pour le prochain exercice biennal, et elle sera peut-être reliée au Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim et à l'Initiative Rural Futures de la NPCA et de l'Union africaine. En outre, les possibilités de reproduire cette expérience dans d'autres pays de la région sont actuellement à l'étude.

18. L'initiative régionale de la FAO sur le renforcement de la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises dans le Sahel et dans la corne de l'Afrique a mis l'accent sur le renforcement des capacités des pays à consolider les cadres réglementaires de réduction des risques de catastrophe et de gestion des crises pour l'agriculture, l'alimentation et la nutrition. Cette initiative a permis à la FAO d'appuyer la création de la plate-forme régionale de l'IGAD pour la résistance à la sécheresse et la viabilité, ainsi que l'élaboration de l'initiative stratégique correspondante (IDDRSI). L'Organisation a également fourni une assistance technique à l'IGAD et à ses sept pays membres pour l'élaboration de leurs documents de programmation régionaux et par pays. La Foire aux connaissances organisée récemment à Ouagadougou (Burkina Faso), et coordonnée avec l'IGAD et le CILLS, a facilité le partage entre les diverses parties prenantes des meilleures pratiques en matière de résistance sur divers thèmes, ainsi que la consolidation des partenariats de renforcement de la résistance.
19. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette initiative: i) la nature transfrontalière des crises dans le Sahel et la Corne de l'Afrique nécessite une approche régionale de manière à prendre en compte les problèmes transfrontaliers, d'où la valeur ajoutée de cette initiative en collaboration avec les entités et les communautés économiques régionales; ii) le fait de s'appuyer sur les réseaux d'expertise et l'expérience du personnel à différents niveaux, et de les stimuler, a assuré la pérennisation des interventions; iii) les efforts consacrés à la communication et au plaidoyer ont permis d'établir des partenariats avec des acteurs stratégiques qui à leur tour ont contribué au positionnement global de l'Organisation comme un acteur incontournable du renforcement de la résistance; et iv) l'initiative a constitué une solide plate-forme pour la mobilisation de ressources conjointement avec d'autres acteurs clés, par exemple via le programme de partenariat FAO/IGAD pour le renforcement de la résistance.
20. La FAO est prête à reproduire, adapter et/ou étendre les programmes et les initiatives qui ont été mis en œuvre avec succès dans certains pays [pilotes] dans les autres pays de la région afin de consolider les efforts de lutte contre la faim et la pauvreté.

III. Conjoncture, tendances et nouveaux enjeux: priorités révisées à moyen terme

21. La présente section permet de mieux comprendre la logique qui sous-tend l'identification des domaines de travail prioritaires pour l'exercice biennal actuel et pour le suivant.
22. L'agriculture africaine subit actuellement une profonde transformation structurelle, qui s'explique par la croissance démographique, l'urbanisation, l'augmentation des revenus et leur répartition inégale, les nouvelles technologies, la mondialisation et les changements climatiques. Pour que cette transformation structurelle profite aux populations, et entraîne par conséquent une réduction de la pauvreté et l'éradication de la faim, l'Afrique doit faire en sorte que la stabilité de la croissance économique se traduise par des perspectives d'emploi plus nombreuses et meilleures. Il est crucial que le rythme actuel de création d'emplois et d'amélioration des conditions de travail de la main-d'œuvre (rurale) s'accélère. Par conséquent, le nombre croissant de jeunes à la recherche de solides moyens d'existence pose un problème majeur et constitue une source d'innovation potentielle⁵. Le système agroalimentaire dans sa totalité doit donc se transformer de manière à contribuer réellement à une croissance économique diversifiée, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, d'une manière durable en termes écologiques, économiques et sociaux. L'exploitation du potentiel économique des jeunes représente une énorme opportunité de stimulation de la transformation rurale et de réduction de la pauvreté dans les campagnes, aussi bien pour les jeunes que pour les adultes.
23. La dégradation des terres et la désertification continuent de constituer une menace pour la durabilité de la productivité des ressources naturelles terrestres. Dans de nombreuses régions d'Afrique, la baisse du régime des rivières et l'assèchement des lacs continuent de limiter les possibilités d'irrigation par les crues et par pompe, mettant constamment en péril la production agricole et l'élevage. Les nombreux protocoles signés entre les pays sur le continent montrent l'importance que l'on accorde à la gestion transfrontalière de l'eau. Il est nécessaire de renforcer ces protocoles et d'en créer de nouveaux lorsqu'ils n'existent pas. Dans les pays, les pratiques agricoles intelligentes face au climat et centrées sur la gestion de l'eau et des terres sont de plus en plus encouragées.
24. Les rapports de la FAO sur l'Évaluation des ressources forestières (2010) et la Situation des forêts dans le monde indiquent une réduction des pertes forestières qui sont passées d'environ 4 millions d'hectares par an (entre 1990 et 2000) à 3,4 millions d'hectares par an (entre 2000 et 2010). Cette réduction s'explique en grande partie par la diminution de la déforestation en Afrique du Nord, l'amélioration des données fournies par le Soudan et l'accroissement du reboisement en Afrique du Sud. Les facteurs de la déforestation en Afrique restent principalement la transformation des terres boisées en terrains agricoles et en établissements

⁵ Reportez-vous aux documents ARC/14/2 et ARC/14/INF/8 sur les jeunes dans l'agriculture.

humains, les incendies de forêt, l'abattage illégal et les changements climatiques, ce qui limite la croissance des forêts et le reboisement des terres sèches du continent.

25. La surexploitation des stocks de poissons due à la pêche illicite se poursuit et reste préoccupante dans la région. Les pertes après récoltes dans les activités de pêche et l'aquaculture n'ont pas encore été suffisamment réduites. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée est en augmentation à cause de la surcapacité des flottilles de pêche et des capacités de surveillance insuffisantes des pays. D'ici à 2030, 35 à 40 tonnes de poisson supplémentaires seront nécessaires pour maintenir la consommation par habitant actuelle de 17 kg. Il est toujours aussi urgent d'exécuter des travaux de recherche, d'améliorer la collecte des données et d'effectuer des études scientifiques régulières à l'échelle nationale et régionale pour obtenir des informations plus fiables pour l'évaluation des stocks et pour avoir des conseils scientifiques.
26. Sur tout le continent, les populations sont de plus en plus exposées aux risques naturels (sécheresse, inondations, épidémies, etc.), aux crises causées par l'homme (chocs socio-économiques, conflits, etc.) et aux crises de longue durée (situations d'urgence complexes et prolongées combinant deux ou plusieurs des aspects des crises susmentionnées). Dans le même temps, ces populations sont de plus en plus confrontées à de nouveaux problèmes relatifs aux difficultés d'accès aux marchés et à l'instabilité des prix des denrées alimentaires, qui ont des effets majeurs sur l'organisation et la viabilité des systèmes de production. La récurrence de ces chocs a eu un impact durable sur les plus pauvres des ménages d'agriculteurs, en particulier ceux qui dépendent d'une agriculture pluviale de subsistance; les revenus et les actifs des ménages ont été réduits et/ou se sont érodés, aggravant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.

Priorités des pays: évolution des cadres de programmation par pays

27. Dans le cadre de la réflexion stratégique et de l'élaboration du Cadre stratégique révisé de la FAO, le processus d'élaboration des cadres de programmation par pays a été lancé en 2012. Généralement, ce processus impliquait diverses parties prenantes, notamment les organismes publics, les organisations de la société civile, le secteur privé, les autres agences des Nations Unies et les donateurs. Fin décembre 2013, 30 des 47 pays avaient approuvé leur cadre de programmation, 12 avaient bien avancé ou presque terminé l'élaboration et 5 en étaient à la forme préliminaire.
28. Les domaines d'intervention prioritaires des cadres de programmation par pays sont fondés sur les stratégies de développement nationales et intégrés avec les programmes de travail des agences des Nations Unies par le biais des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Ils sont également alignés sur les autres processus d'élaboration de politiques et programmes au niveau national, offrant une feuille de route pour des actions efficaces au niveau des pays. Même si les cadres de programmation par pays s'intéressent aux problèmes à moyen terme (4 à 5 ans) dans ces pays, ils prennent également en compte les problèmes et tendances les plus récents.

29. Par le biais de ces cadres de programmation, les pays africains ont clairement indiqué les domaines d'assistance potentielle de la FAO les plus cruciaux, en définissant des priorités et des domaines de coopération clairs. La plupart des résultantes et produits des cadres de programmation concernent des problèmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la productivité agricole et à la gestion durable des ressources naturelles, à la gestion des risques de catastrophe et à la résistance des moyens d'existence aux menaces et aux crises, ainsi qu'à la gouvernance dans ces secteurs. Un exercice de cartographie a montré que les cadres de programmation par pays sont parfaitement alignés sur les nouveaux objectifs stratégiques de la FAO.
30. Une estimation des besoins en ressources pour la mise en œuvre de trente cadres de programmation par pays a indiqué que le besoin total de ressources se montait à environ 1,5 milliard d'USD. Environ 20 pour cent de ces ressources sont déjà disponibles par le biais de projets en cours ou peuvent être mobilisées au titre du Programme de coopération technique (PCT), ce qui laisse un solde très important (80 pour cent) à financer à l'aide des fonds extrabudgétaires du PCT.
31. La prochaine étape du processus consiste à accélérer l'élaboration des cadres de programmation par pays restants et à préparer les plans de travail par pays pour leur mise en œuvre. Des efforts sont en cours pour finaliser le processus dans la région d'ici la fin du premier trimestre 2014. Compte tenu de la difficulté que représentera la recherche des ressources manquantes mentionnées ci-dessus, il est indispensable que les gouvernements s'engagent fermement auprès des bureaux de pays de la FAO pour la mobilisation de ces ressources, afin d'assurer une bonne mise en œuvre du cadre de programmation et d'atteindre les résultats escomptés. Une stratégie solide de mobilisation des ressources doit être élaborée afin d'obtenir des contributions volontaires adaptées, plus prévisibles et durables, qui permettront de mieux faire connaître aux partenaires et aux États Membres les avantages comparatifs de la FAO grâce à une communication efficace. Les bureaux de pays tireront également parti de l'élan créé dans les pays à la faveur de l'élaboration des cadres de programmation pour renforcer leurs relations avec les parties prenantes, et plus particulièrement les donateurs, afin de les inciter à s'engager de manière plus énergique.

IV. Domaines de travail prioritaires pour 2014-2015 et au-delà

32. Les activités de l'exercice biennal 2014-2015 seront mises en œuvre dans le contexte du nouveau cadre stratégique qui est bien aligné avec les cadres de programmation par pays (voir paragraphe 29) et des priorités régionales de l'exercice biennal 2014-2015, à savoir: i) Accroissement de la productivité agricole et accès effectif aux marchés dans les systèmes agroalimentaires; ii) Réduction de la vulnérabilité aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et iii) Amélioration de la gestion et de la gouvernance pour une utilisation durable des ressources naturelles. La réalisation des objectifs des diverses voies

d'action prioritaires s'organisera principalement par le biais d'initiatives de la FAO ou d'activités techniques permanentes de l'Organisation (voir paragraphe 3). Trois initiatives régionales sont proposées pour l'exercice biennal 2014-2015 et seront finalisées pendant l'élaboration des plans de travail par pays.

33. Les domaines de travail prioritaires pour l'exercice biennal 2014-2015 sont fondés sur les priorités régionales approuvées en 2012 et sont liés aux nouveaux objectifs stratégiques de la FAO et aux initiatives régionales, comme suit:

Objectif stratégique 1: Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

34. Focalisation sur le Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine via une initiative régionale.

Objectif stratégique 2: Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches

35. Focalisation sur l'intensification durable de la production et la commercialisation via la gestion intégrée des paysages agricoles dans le cadre d'une initiative régionale prenant en compte les priorités régionales 1 et 3 (voir les paragraphes 42 et 43).

Objectif stratégique 3: Réduire la pauvreté rurale

36. Cet objectif est abordé dans le cadre des initiatives régionales relatives au Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim et à l'intensification durable de la production, qui comprennent des composantes pour la réduction de la pauvreté rurale centrées sur la protection sociale et la création d'emplois pour les hommes, les femmes et les jeunes.

Objectif stratégique 4: Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international

37. La poursuite des activités d'amélioration de l'accès aux marchés au titre de la Priorité régionale 1 (voir paragraphes 42 et 43) devrait contribuer de manière importante à la réalisation de l'Objectif stratégique 4.

Objectif stratégique 5: Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

38. Cet objectif est abordé par le biais de l'Initiative régionale sur le renforcement de la résilience (voir paragraphe 44).

Le champ d'action des trois Initiatives régionales prévues est résumé dans les paragraphes suivants.

Initiative régionale sur le Partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine

39. Par le passé, lors de plusieurs manifestations de haut niveau, les dirigeants et les responsables politiques se sont engagés à lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Bien que la sécurité alimentaire ait été placée en tête de l'ordre du jour de diverses institutions régionales, sous-régionales et mondiales, la traduction de ces engagements en cadres de politiques ou de programmes et l'allocation de ressources ont été insuffisantes. La FAO a donc lancé, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, la NPCA et l'Institut Lula, l'initiative «Vers la Renaissance africaine: un partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du PDDAA». Ce partenariat exhorte les États Membres à redoubler d'efforts dans la lutte contre la faim en définissant des objectifs ambitieux dans le cadre du PDDAA.
40. La déclaration de la Réunion de haut niveau de juillet 2013 et le plan d'action élaboré à cette occasion jettent les bases d'une accélération des travaux en 2014-2015. Ils définissent clairement les grandes étapes de la mise en œuvre d'un ensemble cohérent d'activités destinées à éliminer la faim en Afrique d'ici à 2025. Après le constat effectué lors de la Réunion de haut niveau et l'approbation de la déclaration et du plan d'action par le Sommet de l'Union africaine en janvier 2014, la FAO s'est attachée, en partenariat avec le Département de l'économie rurale et de l'agriculture de l'Union africaine et l'Institut Lula, à traduire le plan d'action de la Réunion de haut niveau en plans d'action pour la mise en œuvre des programmes dans le contexte des cadres nationaux de sécurité alimentaire existants. L'Initiative régionale vise à ajouter de la valeur aux activités en cours au niveau des pays en renforçant leur focalisation sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et en identifiant des opportunités concrètes de promotion d'une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition, par exemple en améliorant la coordination, en intégrant la protection sociale et d'autres aspects.
41. Le premier groupe de pays identifié pour la réalisation des objectifs du plan d'action comprend l'Angola, l'Éthiopie, le Malawi et le Niger, avec la possibilité d'augmenter leur nombre à mesure que la mise en œuvre progressera. En outre, il est à noter que même si l'Initiative régionale démarrera dans un groupe initial de quatre pays, les cadres de programmation de plus de vingt pays présentent le PDDAA comme un mécanisme majeur d'élaboration de politiques et, à part le soutien de la FAO au processus du continent en

collaboration avec l'Union africaine et l'Institut Lula, les différentes communautés économiques régionales sont déjà à l'œuvre pour renforcer la mise en œuvre du PDDAA.

Initiative régionale sur l'intensification durable de la production et la commercialisation via la gestion intégrée des paysages agricoles

42. L'initiative proposée vise à s'appuyer sur la promotion permanente des meilleures pratiques, des principes des processus de production et post-production sur l'exploitation et hors exploitation, tout en répondant au besoin de créer des emplois décents en milieu rural, en particulier pour les jeunes, l'objectif étant de produire des aliments sains et bons pour la santé, en prenant en compte la viabilité économique, sociale et environnementale à long terme. Ces meilleures pratiques offriront une occasion idéale d'aborder les problèmes liés aux différents facteurs responsables de la faible productivité agricole et de s'attaquer aux problèmes d'urbanisation et de migration en créant des emplois rémunérateurs pour les hommes, les femmes et les jeunes.
43. L'initiative envisage l'adoption accélérée d'un certain nombre des meilleures pratiques en cours qui favorisent une production durable, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ces changements, telles que l'agriculture de conservation, l'agroécologie, l'agroforesterie, la gestion intégrée des terres, de l'eau, des forêts et de l'aquaculture, et la gestion intégrée de l'agriculture et de l'élevage. Le plaidoyer, l'élaboration et la mise en œuvre de cadres de politiques agricoles seront utilisés pour assurer la cohérence intersectorielle et la participation des parties prenantes. L'initiative contribuera également à la mise en œuvre de l'Initiative pour l'agriculture écologique et biologique en Afrique et des résolutions de la neuvième Conférence des Ministres responsables des ressources animales en Afrique organisée par le NEPAD et la Commission de l'Union africaine, ainsi qu'au «climate proofing» des plans nationaux d'investissement dans l'agriculture.

Elle soutiendra les efforts des pays pour mettre en œuvre les directives volontaires sur la gouvernance responsable des modes de faire-valoir des terres et répondra aux demandes des pays qui souhaitent que le riz soit considéré comme une culture importante en intensifiant l'assistance apportée à ce domaine d'action prioritaire dans la région.

Initiative régionale sur le renforcement de la résilience dans les zones arides

44. Cette initiative repose sur l'initiative en cours de renforcement de la résilience dans le Sahel et dans la corne de l'Afrique. Elle vise à renforcer la résilience des moyens d'existence aux menaces et aux crises. Elle est structurée autour de l'Objectif stratégique 5 qui est étroitement lié aux autres objectifs stratégiques et comprend quatre domaines prioritaires:

- Renforcer les capacités institutionnelles pour la résilience – grâce à l'élaboration de politiques telles que le Plan régional d'investissement agricole ayant suivi l'adoption d'un pacte PDDAA régional et à leur mise en œuvre axée, entre autres, sur les communautés économiques régionales et d'autres organes régionaux, au plaidoyer et à l'échange de connaissances entre les sous-régions et au sein des pays (par exemple, foires de partage de connaissances), et à l'élaboration par la FAO de programmes pluriannuels de renforcement de la résilience fondés sur les cadres de programmation par pays et alignés sur les priorités des gouvernements et des communautés économiques régionales.
 - Favoriser les systèmes d'alerte rapide et de gestion des informations – en soutenant les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs grâce à la cartographie et à l'analyse de la vulnérabilité utilisant le Cadre intégré de classification et le *Cadre harmonisé*, les évaluations conjointes, les évaluations des risques transfrontaliers, la mesure quantitative de la résilience, etc.
 - Renforcer la résilience communautaire – promotion de programmes phares englobant une approche holistique ou intégrée qui comporte trois volets, à savoir les aspects *sociaux* (associations d'agriculteurs de subsistance, écoles pratiques d'agriculture, protection sociale et inclusion sociale, etc.), *financiers* (systèmes d'épargne et de prêt, fonds de prévoyance) et *techniques* (bonnes pratiques agricoles, pratiques innovantes telles que l'aquaculture intégrée ou l'aquaculture à faible niveau d'intrants dans les zones arides, pratiques de réduction des risques de catastrophe, adaptation aux changements climatiques, gestion des ressources naturelles).
 - Répondre aux situations d'urgence et aux crises – par exemple, appui à la création de réserves stratégiques, coordination sectorielle de la sécurité alimentaire pour répondre aux situations d'urgence, mais également pour renforcer la résilience à moyen et long terme, amélioration de la préparation et renforcement des capacités
45. Plus récemment, après l'approbation du Fonds de solidarité pour la sécurité alimentaire en Afrique par la Conférence régionale pour l'Afrique à sa vingt-septième session et son lancement officiel lors de la trente-huitième session de la Conférence de la FAO en juin 2013, la FAO a appuyé la création de structures de gouvernance, à savoir un comité directeur, une assemblée et une unité de gestion du programme, ainsi que l'élaboration des directives et des termes de référence correspondants. À ce jour, l'Angola, le Cameroun et la Guinée équatoriale, ainsi que les organisations civiles de la République du Congo, ont envoyé leurs contributions pour un montant total de 40 millions d'USD. Environ 10 à 12 millions d'USD seront alloués à certains programmes en Afrique, en fonction de la décision du Comité directeur. Un appel à propositions a été lancé en mai 2013, sous la coordination de l'Unité de gestion du programme (basée au Bureau régional pour l'Afrique de la FAO). Cinq programmes et plans d'action par pays prévus (Éthiopie, Malawi, Mali, Niger et République centrafricaine) ont été élaborés, sous la direction des bureaux de la FAO, afin qu'ils jouent un rôle catalyseur dans les efforts destinés à éliminer la faim, réduire la

malnutrition et la pauvreté. Le comité directeur du Fonds de solidarité a approuvé une allocation de 10 millions d'USD à ces programmes et la signature d'un accord est prévue entre la FAO et les pays lors de la Conférence régionale pour l'Afrique qui se tiendra prochainement à Tunis, avant le décaissement des fonds destinés à la mise en œuvre des programmes. Pour augmenter le nombre de pays recevant une aide du Fonds de solidarité, une seule note conceptuelle (Soudan du Sud) et deux cadres régionaux (Afrique centrale et Afrique de l'Ouest) ont été élaborés et sont actuellement examinés pour l'élaboration ultérieure de propositions complètes.

Scénarios et questions émergentes à prendre en compte dans l'élaboration de nouveaux programmes

46. Cette section présente les scénarios possibles et les questions émergentes susceptibles d'influer sur la définition des priorités lors du prochain cycle de programmation.
47. L'application de politiques prévisibles et stables est essentielle pour la sécurité alimentaire et la réalisation des objectifs de croissance diversifiée à moyen terme. Toutefois, la [récurrence] des chocs climatiques et économiques exige souvent des réponses à court-terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire qu'ils génèrent, ce qui peut donner des résultats inverses à ceux prévus dans le cadre d'action à moyen terme. Comment résoudre efficacement ces problèmes?
48. L'évolution actuelle du système agroalimentaire en Afrique nécessite les contributions de plusieurs parties prenantes, au-delà des ministères d'exécution, pour résoudre les problèmes qui influent sur les résultats, la productivité et la compétitivité. Quels sont les mécanismes nécessaires au niveau des pays pour une participation effective des diverses parties prenantes?
49. De plus en plus de pays d'Afrique subsaharienne reçoivent des recettes fiscales du secteur des ressources naturelles. Le réinvestissement productif de ces fonds, par exemple dans des systèmes agroalimentaires ouverts, est essentiel pour une croissance économique diversifiée. Comment la FAO peut-elle aider les pays à cet égard?
50. La lutte contre la pauvreté rurale en Afrique reste très problématique, en particulier en Afrique subsaharienne. Même dans les pays où la pauvreté a reculé, les inégalités sont encore nombreuses entre les zones rurales et urbaines, entre les régions, entre les groupes ethniques et entre les hommes et les femmes. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui nécessite une approche intégrée. Comment la FAO peut-elle participer à une démarche globale et pluridisciplinaire?

V. Orientations demandées

51. La Conférence régionale joue un rôle décisif dans les orientations qui sont fournies au Secrétariat sur les priorités à mettre en œuvre dans la région Afrique. Pour accroître l'impact de la FAO dans la région et définir correctement les priorités de l'Organisation pour l'exercice actuel et les exercices futurs, la Conférence régionale est invitée à:

- prendre note des principales mesures prises par la FAO pour prendre en compte les priorités régionales en 2012-2013, notamment celles prises en réponse aux recommandations de la Conférence régionale précédente;
- approuver la pertinence des priorités de travail de la FAO dans la région, telles qu'indiquées au paragraphe 32;
- approuver les domaines d'action prioritaires dans la région pour 2014-2015 et au-delà, tels qu'ils sont décrits à la section IV (paragraphe 33 à 38), et appuyer les trois initiatives régionales présentées aux paragraphes 39 à 44, afin que les activités de la FAO aient un impact maximum dans les pays;
- donner un avis sur les questions émergentes à prendre en compte dans l'élaboration de nouveaux programmes.

VI. Annexes

Annexe 1: Éléments du cadre de résultats de la FAO (voir p. 12 du document C 2013/3)

La vision de la FAO

Un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres, d'une façon durable sur les plans économique, social et environnemental.

Les trois **objectifs mondiaux des États Membres**:

- éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et de mener ainsi une vie saine et active;
- éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en promouvant des moyens d'existence durables;
- gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, pour le bien des générations présentes et futures.

Objectifs stratégiques

1. Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition
2. Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches
3. Réduire la pauvreté rurale
4. Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international
5. Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise

Objectif supplémentaire

Qualité, connaissances et services techniques

Thèmes transversaux

Parité hommes-femmes

Gouvernance

Fonctions essentielles

1. Apporter un appui aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre d'instruments normatifs, tels que accords internationaux, codes de conduite et normes techniques
2. Rassembler, analyser et contrôler les données et l'information dans les domaines relevant du mandat de la FAO et en améliorer l'accès
3. Favoriser, promouvoir et faciliter le dialogue sur les politiques aux niveaux mondial et régional et au niveau des pays
4. Apporter conseils et appui en vue du renforcement des capacités au niveau régional et au niveau des pays pour préparer, exécuter, contrôler et évaluer des politiques, des investissements et des programmes fondés sur des données factuelles
5. Donner des avis et fournir un appui concernant les activités qui permettent de rassembler et de diffuser les connaissances, les technologies et les bonnes pratiques relevant du mandat de la FAO et d'en améliorer l'assimilation
6. Faciliter la création de partenariats entre les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural
7. Mener des actions de sensibilisation et de communication aux niveaux national, régional et mondial dans les domaines relevant du mandat de la FAO

Objectifs fonctionnels

Activités de diffusion

Technologies de l'information

Gouvernance, contrôle et direction de la FAO

Administration efficiente et efficace

Annexe 2: Budget 2012-2013 par objectif stratégique/fonctionnel et par région (CL 148/3)

Chapitre	Siège/monde		Afrique		Asie et Pacifique		Europe et Asie centrale		Amérique latine et Caraïbes		Proche-Orient		Total		
	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Crédits ouverts nets	Extrabudgét.	Total
1	42 663	32 059	19 586	33 543	7 054	32 470	5 358	3 350	11 401	45 843	8 555	5 494	94 617	152 759	247 376
2	103 948	86 857	39 139	52 037	18 546	66 080	6 010	8 107	19 929	31 679	11 109	26 399	198 681	271 160	469 841
3	39 730	10 332	7 107	17 317	5 186	11 796	2 926	5 229	5 426	9 415	1 768	362	62 142	54 450	116 592
4	78 849	52 195	15 571	29 524	8 055	21 490	2 174	1 954	5 917	25 490	4 650	193	115 217	130 846	246 063
5	20 330	38 540	6 785	378 015	3 583	240 756	1 309	19 133	3 237	63 001	2 662	55 842	37 905	795 287	833 192
6	52 284	92	631		403		421		591		416		54 746	92	54 838
7 - PCT	24 771		43 698		26 390		11 159		19 767		8 936		134 721		134 721
8	52 734	1 039	725		3 277	20	5 928	385	1 101		947		64 712	1 445	66 157
9	32 265	4	946		387		526		766		610		35 501	4	35 505
10	64 194	5 744	3 357	8 222	3 839	2 419	2 010	1 689	2 467	537	4 346	5 250	80 213	23 861	104 074
11	52 531	4 675	3 795	638	6 212	18	12 528	647	4 793	1 301	1 833		81 691	7 278	88 969
12 - Imprévus	600		-		-		-		-		-		600		600
13 - Dép. équip.	21 886		-		-		-		-		-		21 886		21 886
14 - Sécurité	23 017	181	-		-		-		-		-		23 017	181	23 198
Total	609 802	231 719	141 341	519 295	82 931	375 049	50 347	40 495	75 394	177 265	45 831	93 539	1 005 648	1 437 363	2 443 012

Notes explicatives:

Crédits ouverts nets = Ouverture de crédits nette telle qu'approuvée par le Conseil de la FAO en décembre 2013 (CL 148/3, annexe 3)

Extrabudgét. = Estimation des besoins en contributions volontaires telle que présentée à la Conférence de la FAO (C 2013/3, annexe III).

Annexe 3: Résumé du Cadre de priorités régionales de la FAO

PRIORITÉ 1	Augmenter la production et la productivité des cultures, de l'élevage et des pêches
Résultante 1	La production et la productivité des cultures, de l'élevage et des pêches ont augmenté
Produit 1.1	Les stratégies et politiques dans les secteurs de la production végétale, de l'élevage et des pêches sont plus efficaces
Produit 1.2	Les capacités des organisations régionales, des États Membres, des institutions, des communautés et des ménages en matière de mise en œuvre des programmes en faveur de la production végétale, de l'élevage et des pêches sont renforcées
Produit 1.3	Les mécanismes de gouvernance et les partenariats dans les domaines de la production végétale, de l'élevage et des pêches sont renforcés
Produit 1.4	La résilience des moyens de subsistance face aux menaces et aux crises est renforcée
PRIORITÉ 2	Promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles
Résultante 2	Les pratiques de gestion des ressources naturelles sont améliorées
Produit 2.1	Les stratégies, les politiques et la législation dans le domaine de la gestion des ressources naturelles sont plus efficaces
Produit 2.2	Les capacités des organisations régionales, des États membres, des institutions, des communautés et des ménages en matière de mise en œuvre des programmes et d'adoption des meilleures pratiques sont renforcées
Produit 2.3	Les mécanismes de gouvernance et les partenariats dans le domaine de la gestion des ressources naturelles sont renforcés
PRIORITÉ 3	Soutenir l'accès aux marchés et les mesures sanitaires pour améliorer les échanges commerciaux
Résultante 3	Il est plus facile d'accéder aux marchés et les échanges commerciaux de produits agricoles progressent
Produit 3.1	Les politiques et les stratégies sur les échanges de produits agricoles, les mesures sanitaires, l'accès aux marchés et le développement de l'industrie agroalimentaire sont renforcées
Produit 3.2	Les capacités des organisations régionales, des États membres, des institutions, des communautés et des ménages en matière de mise en œuvre des programmes soutenant l'accès aux marchés et le développement de l'industrie agroalimentaire sont renforcées
Produit 3.3	Les mécanismes de gouvernance et les partenariats sont renforcés par les activités de plaidoyer et la facilitation de plateformes et de dialogues multipartites
PRIORITÉ 4	Promouvoir la gestion des connaissances, l'information et le plaidoyer en Afrique
Résultante 4	Meilleure gestion des connaissances et de l'information
Produit 4.1	L'information et le savoir sont mis en avant et diffusés pour permettre aux parties prenantes de prendre des décisions fondées sur les faits dans les domaines de la production végétale, de l'élevage et des pêches
Produit 4.2	L'information et le savoir sont mis en avant et diffusés pour permettre aux parties prenantes de prendre des décisions fondées sur les faits dans le domaine de la gestion des ressources naturelles
Produit 4.3	L'information et le savoir sont mis en avant et diffusés pour permettre aux parties prenantes de prendre des décisions fondées sur les faits en vue d'améliorer l'accès aux marchés et les échanges des produits agricoles
Produit 4.4	Les systèmes d'alerte précoce et d'information sont encouragés pour permettre aux États Membres, aux ménages et à la société civile de se préparer et mieux réagir face aux menaces et aux crises

Annexe 4: Rapport axé sur les résultats pour l'Afrique (2012-2013) – Annexe Web